

BEAUME-DROBIE

## Travaux à la Tourasse : élus et habitants mobilisés

La digue de la Tourasse a été reconstruite par de simples citoyens en 2018. Suspectés de travaux illégaux sur la rive de la Beaume, certains ont été convoqués par la Police de l'eau, lundi 15 février, à Privas. Élus et habitants leur ont manifesté leur soutien.

C'est une affaire qui fait parler depuis 2016. Les services de l'État et l'Établissement public territorial du bassin-versant de l'Ardèche (EPTB) avaient entrepris des travaux pour effacer le seuil de la Tourasse, sur la rivière de la Beaume, afin de répondre aux nouvelles normes européennes en matière de continuité écologique des cours d'eau et de préservation de la biodiversité, ce qui entraînait la disparition du plan d'eau.

Cela avait entraîné la co-

lère de plusieurs citoyens, dont des membres de l'association Sauvons nos rivières Beaume Drobie. En 2018, une intervention illégale a permis la reconstruction de cette digue.

Les personnes suspectées d'avoir effectué ces travaux ont été convoquées, lundi 15 février, par la police de l'eau, au sein de la Direction départementale des Territoires de Privas. Ce matin-là, plusieurs habitants du sud-Ardèche, des élus, à l'instar des maires de Rosières, Matthieu Salel, et de Joyeuse, Brigitte Pantoustier, se sont mobilisés devant l'établissement en guise de soutien.

### L'association dénonce des travaux de l'État illégaux

De quoi relancer le débat pour l'association Sauvons nos rivières Beaume



Élus et habitants se sont mobilisés devant la Direction départementale des Territoires de l'Ardèche à Privas. Photo Le DL/Juliette VOISIN

Drobie sur l'action de l'État initiée en 2016. Son président, Patrice Rueff : « La meilleure défense, c'est l'attaque. On nous dit que nos adhérents auraient commis une infraction au code de l'Environnement, d'accord. Dans ce cas, pourquoi il y aurait deux poids, deux mesures dans l'application de la loi ? On envisage une

pacte, enquête publique et autorisation des propriétaires qui n'a pas été demandée. »

Aux dernières nouvelles, le sous-préfet de l'Ardèche, Patrick Leverino, souhaiterait contacter toutes les parties. Un dossier controversé à suivre durant les prochaines semaines.

Anthony SOUDANI